

Mises de trousseau des élèves de l'école du service de santé militaire.

Par décision ministérielle du 8 février 1949, les mises de trousseau des élèves de l'école du service de santé militaire ont été fixées ainsi qu'il suit pour l'année scolaire 1948-1949.

I. — ELÈVES ADMIS AU CONCOURS DE 1948 (Trousseau d'entrée.)

Le taux de la première mise de trousseau des élèves admis à l'école à la suite du concours de 1948 est fixé ainsi qu'il suit:

A. — Section de médecine.

Elèves admis:

En catégorie P. C. B.....	29.019 F.
En catégorie quatre inscriptions....	7.550
En catégorie huit inscriptions....	9.050
En catégorie douze inscriptions....	9.050

B. — Section de pharmacie.

Elèves admis (toutes catégories)...	11.991 F.
-------------------------------------	-----------

C. — Section vétérinaire.

Elèves admis	11.019 F.
--------------------	-----------

D. — Section élèves officiers d'administration

Elèves admis	6.014 F.
--------------------	----------

II. — ELÈVES ADMIS AUX CONCOURS ANTÉRIEURS (Collection annuelle de renouvellement.)

Le taux des mises de renouvellement annuel pour ces élèves est fixé comme suit:

A. — Section de médecine.

Elèves admis:

Au concours de 1942:	
Avec le P. C. B. (sixième mise)...	6.293 F.
Au concours de 1943:	
Avec le P. C. B. et quatre inscriptions (sixième mise).....	6.293
Au concours de 1944:	
Avec le P. C. B., quatre et huit inscriptions (sixième mise)....	6.293
Au concours de 1945:	
Avec le P. C. B. (quatrième mise).	1.812
Avec quatre inscriptions (quatrième mise)	8.427
Avec huit inscriptions (quatrième mise)	8.373
Au concours de 1946:	
Avec le P. C. B. (deuxième mise).	3.127
Avec quatre inscriptions (quatrième mise)	1.758
Avec douze inscriptions (sixième mise)	6.293
Au concours de 1947:	
Avec le P. C. B. (deuxième mise).	4.627
Avec quatre inscriptions (deuxième mise)	3.127
Avec huit inscriptions (quatrième mise)	1.758

B. — Section de pharmacie.

Elèves de scolarité normale admis:

Au concours de 1944:	
Comme candidats stagiaires (sixième mise)	9.205 F.
Au concours de 1945:	
Comme candidats stagiaires (quatrième mise).....	9.205
Au concours de 1946:	
Comme stagiaires (quatrième mise)	9.205
Au concours de 1947:	
Comme stagiaires (deuxième mise)	9.205

C. — Elèves vétérinaires.

Deuxième et troisième année (admis en 1946 et 1947)	5.397 F.
Quatrième année (admis en 1945)...	5.543

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 48-2045 portant organisation de l'hygiène scolaire et universitaire dans le cadre départemental.

Rectificatif au Journal officiel du 11 janvier 1949: page 478, 1^{re} colonne, article 2 (15^e ligne) et 2^e colonne, article 3 (12^e ligne), article 5 (25^e ligne), au lieu de: « Assistantes d'hygiène scolaire », lire: « Adjointes d'hygiène scolaire ».

Budget autonome de l'école nationale supérieure des beaux-arts pour l'exercice 1948.

Par arrêté en date du 14 décembre 1948, le budget autonome de l'école nationale supérieure des beaux-arts pour l'exercice 1948, fixé en recettes et en dépenses à 4.227.000 F par arrêté en date du 3 septembre 1948 (budget primitif) est porté à 7.924.901 F (budget additionnel).

Comité technique paritaire institué auprès du directeur du centre national de la recherche scientifique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires (art. 2, 20 et 22);
Vu le décret du 21 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 susvisé;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1948 instituant des comités techniques paritaires au ministère de l'éducation nationale;

Arrête:

Art. 1^{er}. — Sont appelés à désigner des représentants au sein du comité technique paritaire institué auprès du directeur du centre national de la recherche scientifique, les organisations syndicales suivantes groupant les personnels qui relèvent du centre national de la recherche scientifique:

Syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (affilié à la fédération autonome de l'éducation nationale).

Syndicats affiliés à la C. G. T.-F. O. (personnel ouvrier et personnel technique).

Syndicats affiliés à la C. G. T. (personnel ouvrier et personnel technique).

Syndicat affilié à la C. F. T. C.

Art. 2. — En raison du caractère scientifique et technique des personnels intéressés, ces représentants pourront, par dérogation aux dispositions générales de la loi susvisée du 19 octobre 1946, être choisis parmi les agents n'ayant pas la qualité de fonctionnaires.

Art. 3. — Le nombre de sièges attribués à chacune des organisations énumérées à l'article 1^{er} ci-dessus est ainsi fixé:

	Titulaires.	Suppléants
Syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (affilié à la fédération autonome de l'éducation nationale)...	5	5
Syndicats affiliés à la C. G. T.-F. O. (personnel ouvrier et personnel technique)	2	2
Syndicats affiliés à la C. G. T. (personnel ouvrier et personnel technique)....	2	2
Syndicat affilié à la C. F. T. C.	1	1

Art. 4. — La désignation des représentants du personnel devra être effectuée dans un délai de cinq jours à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — Le secrétariat du comité est assuré par le secrétariat de la direction du centre national de la recherche scientifique.

Art. 6. — Le directeur du centre national de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 janvier 1949.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

L. DROUART.

Création d'un diplôme de moniteur de colonies de vacances et d'un diplôme de directeur de colonies de vacances.

Le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports,

Vu le décret-loi en date du 17 juin 1938 relatif à la protection des enfants placés en dehors du domicile de leurs parents;

Vu le décret du 15 janvier 1947 portant transfert d'attributions du ministère de la santé publique et de la population au ministère de l'éducation nationale,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Il est créé un diplôme d'Etat de moniteur de colonies de vacances et un diplôme d'Etat de directeur de colonies de vacances.

Ouverture des sessions et conditions d'inscriptions.

Art. 2. — Les dates d'examen sont fixées chaque année par le directeur général de la jeunesse et des sports. Les conditions d'organisation générale des examens font l'objet d'une instruction précisant notamment les inscriptions, la constitution des dossiers.

Conditions d'âge requises pour l'obtention des diplômes.

Les candidats au diplôme de moniteur de colonies de vacances doivent être âgés d'au moins dix-huit ans dans l'année.

Les candidats au diplôme de directeur de colonies de vacances doivent posséder le diplôme de moniteur de colonies de vacances. Ils doivent être âgés d'au moins vingt-cinq ans dans l'année. Aucune dispense d'âge ne peut être accordée ni pour le diplôme de moniteur, ni pour le diplôme de directeur de colonies de vacances.

Constitution des jurys.

Art. 3. — Les examens sont organisés par académie, avec possibilité de sous-commissions départementales. Les membres des jurys sont nommés par les recteurs sur proposition des inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports.

Ils comprennent les personnalités suivantes:

Président.

Le recteur.

Vice-président.

L'inspecteur principal de la jeunesse et des sports.

Membres.

Les inspecteurs d'académie ou leurs représentants.

Les directeurs d'école normale ou leurs représentants.

Les inspecteurs de la jeunesse et des sports. Des directeurs et directeurs adjoints des centres d'éducation physique (C. R. E. P. S.) et des centres éducatifs.

Un ou plusieurs instructeurs spécialisés de la direction générale de la jeunesse et des sports.

Les représentants des comités départementaux des colonies de vacances.

Des représentants des associations agréées pour la formation du personnel d'encadrement des colonies de vacances.

Des représentants des fédérations agréées de colonies de vacances.

Deux directeurs et deux moniteurs de colonies de vacances ayant participé à l'encadrement d'une colonie de vacances au cours de l'année de l'examen.

Epreuves d'examen.

Art. 4. — Le diplôme d'Etat de moniteur de colonies de vacances et le diplôme d'Etat de directeur de colonies de vacances donnent lieu à des épreuves pratiques (session de formation et stage en colonie de vacances) et à une épreuve écrite.

Session de formation du personnel d'encadrement de colonies de vacances.

Le ministre de l'éducation nationale (secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, direction générale de la jeunesse et des sports) prend toutes dispositions après avis de la commission des colonies de vacances du conseil supérieur de l'éducation nationale (conseil de l'éducation populaire et des sports) en ce qui regarde la réglementation des sessions de formation ouvertes aux candidats (programmes, horaires, durée, effectifs, instructeurs, etc.).

Chaque session organisée par une association agréée pour la formation du personnel d'encadrement n'est reconnue valable comme « épreuve pratique » pour le diplôme envisagé, qu'autant qu'elle a été elle-même préalablement agréée et s'est déroulée conformément aux instructions en vigueur.

Stage dans une colonie de vacances.

Le ministre de l'éducation nationale (secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, direction générale de la jeunesse et des sports) prend toutes dispositions, après avis de la commission des colonies de vacances du conseil supérieur de l'éducation nationale (conseil de l'éducation populaire et des sports), en ce qui regarde la réglementation des stages pratiques des candidats aux diplômes de moniteurs et de directeurs, dans les colonies de vacances.

Chaque candidat fait connaître, dans les formes et les délais prescrits par la réglementation en vigueur, au président du jury d'examen qui a reçu son inscription, la colonie de vacances qui lui a donné accord pour l'accomplissement de son stage. Ce stage n'est reconnu comme « épreuve pratique » pour le diplôme envisagé qu'autant qu'il a eu lieu dans une colonie régulièrement déclarée et a été réalisé conformément à la réglementation en vigueur.

« L'épreuve écrite », devant permettre au jury de mesurer la connaissance des enfants et la connaissance des méthodes acquises par le candidat à la faveur de la session de formation et du stage, se place obligatoirement après ces épreuves pratiques.

Les candidats pourvus du certificat d'aptitudes pédagogiques sont exemptés de l'épreuve écrite.

L'épreuve écrite se fait en temps limité avant le 31 décembre de chaque année, sous la responsabilité des membres du jury désignés par le recteur à cet effet. Pour les candidats moniteurs, l'épreuve écrite se présente sous forme de questionnaire (trois, quatre ou cinq questions). Durée: deux heures. Pour les candidats directeurs, l'épreuve écrite se présente sous la forme rédactionnelle (exposé ou rapport). Durée: trois heures.

Les textes des épreuves sont choisis par le directeur général de la jeunesse et des sports, qui peut déléguer ses pouvoirs par académie, en cette matière, aux inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports.

Résultat des examens.

Art. 5. — Les jurys d'examen se réunissent en séance plénière pour arrêter la liste des candidats auxquels est décerné le diplôme d'Etat de moniteur de colonies de vacances et la liste des candidats auxquels est décerné le diplôme d'Etat de directeur de colonies de vacances. Un exemplaire du procès-verbal est adressé au directeur général de la jeunesse et des sports. Ce procès-verbal est complété par un rapport sur le déroulement des épreuves (valeur générale des candidats, incidents, suggestions, etc.).

Art. 6. — Les titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles de plein air, délivré par le ministère de l'éducation nationale (direction du premier degré) sont titulaires de droit du diplôme de directeur de colonies de vacances.

Art. 7. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 février 1949.

ANDRÉ MORICE.

Création d'une section technique au collège moderne de jeunes filles de Voiron (Isère).

Par arrêté en date du 14 février 1949, une section commerciale d'enseignement technique a été créée au collège moderne de jeunes filles de Voiron (Isère).

Liste des architectes étrangers autorisés à exercer leur profession en France.

Rectificatif au Journal officiel du 2 février 1949: page 1216, 1^{re} colonne, 10^e ligne, au lieu de: « M. Haring, de nationalité italienne... », lire: « M. Haring, de nationalité nicaraguayenne... ».

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Mines grisouteuses.

Par arrêté en date du 5 février 1949 est agréée pour être employée dans les mines grisouteuses la lampe au chapeau LC 1-3 FM 10 Z, construite par les établissements Elau, rue Capdangelle, à Lourdes (Hautes-Pyrénées), comprenant un accumulateur type SAFT-3 FM-10 Z, un phare type LC I.

Les usagers ne pourront utiliser ces lampes que si elles répondent aux conditions suivantes:

- 1° Tous les organes seront en bon état de conservation et en particulier l'isolant du câble ne présentera aucun défaut;
- 2° Les verres protecteurs porteront gravés la marque « EII I ».

Cet extrait annule et remplace celui paru au Journal officiel du 11 février 1949 (p. 1550, 2^e colonne).

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Décret portant promotions dans l'ordre du Mérite social.

Rectificatif au Journal officiel du 17 février 1949: page 1776, 3^e colonne, département du Nord, entre M. Bacquignie et M. Dessaint, lire: « Declercq (Henri-François-Oscar), président de section de l'association syndicale du commerce et de l'industrie, à Fiers-Lille ».

Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 16 février 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Union fraternelle du golfe Juan, n° 6-133, à Villauris, avec la société mutualiste dite La Jeanne-d'Arc, n° 6-238, à Villauris, golfe Juan.

DÉPARTEMENTS DES BOUCHES-DU-RHÔNE ET DE LA SEINE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 16 février 1949, a été approuvée la fusion des sociétés mutualistes dites: 1° Mutuelle des pétroles, n° 13-804, à Marseille; 2° Ces Raffineries de Berre, n° 13-973, à Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône), avec la société mutualiste dite Mutuelle de l'industrie du pétrole, n° 75-3426, à Paris.

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 16 février 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Société mutualiste Sainte-Marie, n° 33-1001, à Mongauzy, avec la société mutualiste dite Société mutualiste Saint-Jean-Baptiste, n° 33-519, à Mongauzy.

DÉPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 16 février 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Interprofessionnelle Tours région, n° 37-425, à Tours, avec la société mutualiste dite Société mutualiste complémentaire d'assurances sociales du département d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes, n° 37-450, à Tours.

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 16 février 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite Des Anciens militaires, n° 42-185, à Ecoche, avec la société mutualiste dite De la commune, n° 42-114, à Ecoche.

DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 16 février 1949, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite La Ressource, n° 67-97, à Strasbourg, avec la société mutualiste dite Myosotis, n° 67-274, à Strasbourg.

DÉPARTEMENT DE L'YONNE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 16 février 1949, ont été approuvées la scission de la société mutualiste dite Scolaire du canton de Seigneley, n° 89-174, à Seigneley (Yonne), en trois sociétés mutualistes et la fusion de ces sociétés mutualistes ci-après: Société de secours mutuels de Seigneley, n° 89-31, à Seigneley (Yonne); Société de secours mutuels d'Héry, n° 89-80, à Héry (Yonne); Société de secours mutuels de Cheny, n° 89-150, à Cheny (Yonne).

Approbation des statuts de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DE L'ALLIER

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 17 février 1949, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après:

Caisse de prévoyance sociale artisanale interdépartementale du Centre, n° 3-256, à Moulins.